

Note de conjoncture économique

3 octobre 2014



L'Insee prévoit une croissance quasi nulle d'ici fin 2014 et très faible en 2015 et, est pessimiste sur le chômage.

L'économie française demeurera en quasi-stagnation jusqu'à la fin de l'année et démarrera 2015 sans élan, selon les dernières projections de l'Insee publiées jeudi, qui hypothèquent la prévision d'une croissance de 1% l'an prochain retenue par le gouvernement pour bâtir le projet de loi de finances.

Le produit intérieur brut de la France progresserait de 0,1% au troisième puis au quatrième trimestres après avoir stagné au premier semestre, la croissance ressortant en moyenne à 0,4% sur l'ensemble de l'année, comme en 2012 et en 2013.

A fin 2014, qui constitue l'horizon de prévision de l'Insee, l'acquis de croissance pour 2015 s'élèverait à 0,1% a précisé Vladimir Passeron, son chef du département de la conjoncture.

L'hypothèse d'une croissance du PIB de 1% l'an prochain, retenue par le gouvernement pour l'élaboration du projet de loi de finances, a été qualifiée d'optimiste par le Haut Conseil des finances publiques qui a estimé qu'elle supposait un redémarrage rapide et durable de l'activité que n'annoncent pas les derniers indicateurs conjoncturels.

L'Insee, qui anticipait encore en juin une progression du PIB de 0,3% aux troisième et quatrième trimestres et de 0,7% en moyenne sur l'année, met en avant la rechute du climat des affaires dans l'ensemble des secteurs d'activité dans le courant de l'été pour expliquer l'abaissement de ses prévisions.

La quasi-stagnation de l'activité jusqu'à la fin de l'année, conforme au profil de croissance constaté depuis le printemps 2011, ne permettrait pas d'enrayer la progression du chômage, dont le taux augmenterait à 10,3% à la fin de l'année (après 10,2% au deuxième trimestre) et à 9,9% en métropole (9,7%).

La consommation des ménages croîtrait peu d'ici la fin de l'année, selon l'Insee, qui s'attend à une progression de 0,2% de leurs dépenses aux troisième et quatrième trimestres, en "lien avec un pouvoir d'achat du revenu qui accélérerait modérément" (+0,8% sur l'ensemble de l'année après avoir stagné en 2013). Au total, la consommation des ménages ne progresserait que de 0,1% sur l'ensemble de l'année.

La hausse des prix à la consommation proche de zéro en septembre reviendrait à 0,4% en glissement annuel à l'horizon de décembre, dans l'hypothèse d'un prix du baril de pétrole stable à 97 dollars et d'un taux de change de l'euro à 1,28 dollar.

En revanche l'inflation sous-jacente, à peine positive cet été, diminuerait encore et serait quasi-nulle à la fin de l'année.

Dans le détail, l'INSEE a dressé le portrait d'une France au ralenti. Les ménages épargnent davantage (le taux d'épargne est prévu à 15,6 % en 2014, contre 15,1 % en 2013) et consomment à peine plus (+0,1 % en 2014). Par ailleurs leurs investissements, c'est-à-dire

essentiellement les achats de logements, s'effondrent : -7,4 % attendus cette année, une baisse deux fois plus forte qu'en 2013, et un retour aux niveaux de 1998. Les entreprises elles vont à nouveau réduire les investissements (-0,6 %) et leur taux de marge, un indicateur de rentabilité, se dégrade en dépit du soutien du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi : l'Insee le voit à 29,4 % en 2014, contre 29,8 % en 2013.

ENTREPRISES : PAS DE HAUSSE DES MARGES MALGRÉ LE CICE

Les dépenses d'investissement des entreprises se replieraient de nouveau, pénalisées par l'atonie persistante de la demande. Elles reculeraient de 0,3% au troisième trimestre et de 0,2% au quatrième, leur repli atteignant 0,6% sur l'ensemble de l'année.

Le taux de marge des entreprises ne progresserait pas en 2014, s'établissant à 29,4% après 29,8% en 2013 et 30,5% en 2012, malgré l'effet favorable du CICE, souligne par ailleurs l'Insee.

La croissance des exportations serait un peu plus soutenue qu'au premier semestre, grâce notamment aux effets de la dépréciation de l'euro.

Mais la demande étrangère restera peu dynamique, prévoit l'institut de conjoncture, qui s'attend à une croissance du PIB de la zone euro de 0,2% aux troisième et quatrième trimestres tirée par l'Allemagne et l'Espagne.

Au total, la contribution du commerce extérieur à la croissance sera nulle au second semestre comme sur l'ensemble de l'année.

La consommation publique progresserait quant à elle de 0,3% par trimestre d'ici fin 2014, sa croissance se maintenant en moyenne sur l'année sur le même rythme (+1,8%) que les années précédentes (+1,7% en 2012 et +1,9% en 2013).

L'Insee souligne que ce scénario est entouré d'aléas qui portent notamment sur la demande des entreprises en France comme dans la zone euro.

"Si la dégradation estivale du climat des affaires s'accroît à l'automne, leur attentisme pourrait peser plus encore sur la demande intérieure", écrit l'Insee en évoquant les incertitudes liées aux différentes crises géopolitiques, notamment en Ukraine.

"En revanche, si la dépréciation récente de l'euro se poursuit, les entreprises européennes pourraient revoir en hausse leurs anticipations de demande", poursuit l'institut, dont le chef du département de conjoncture a rappelé qu'une dépréciation de 10% de l'euro se traduit par 0,5 point de croissance en plus à l'horizon d'un an.

CHÔMAGE: L'INSEE TRÈS PESSIMISTE

Le chômage devrait augmenter de 0,2 point en métropole (à 9,9 %) et de 0,1 point avec l'outre-mer (10,3 %) d'ici à la fin de l'année, selon des prévisions de l'Insee publiées jeudi, plus pessimistes que les précédentes. L'Institut de la statistique tablait en juin sur des taux légèrement inférieurs : 9,8 % en métropole et 10,2 % avec l'outre-mer. Mesuré par l'Insee selon les normes du Bureau international du Travail, le chômage avait baissé de 0,2 point fin 2013 en métropole, à 9,7 % de la population active, avant de se stabiliser sur les deux trimestres suivants.

Mais cette éclaircie devrait être de courte durée, à cause de la croissance nulle enregistrée depuis le début de l'année et le gouvernement qui a dû revoir ses propres prévisions à la baisse. Or, selon la plupart des économistes, il faut au moins 1,5 % de croissance en moyenne pour faire refluer le chômage. Aucun organisme international ne prévoit, en conséquence, de

baisse du chômage avant 2015, au mieux.

Plusieurs membres du gouvernement, Manuel Valls en tête, ont enfin admis récemment que les chiffres du chômage ne pouvaient pas être bons en l'absence de croissance. Le ministre du Travail François Rebsamen s'est fixé l'objectif de maintenir le taux sous la barre des 10 % en métropole en 2014.

PLUS DE 50 000 DESTRUCTIONS DE POSTES

L'horizon s'assombrit également en termes d'emplois. "Avec l'atonie de l'activité, l'emploi marchand reculerait de nouveau au second semestre 2014", avec 52 000 destructions de postes, anticipe l'Insee dans son point de conjoncture. Le secteur marchand avait connu une relative accalmie au premier semestre (-11.800 postes). Là encore, les prévisions sont plus pessimistes qu'en juin ; l'Insee ne prévoyait alors que 22 000 destructions de postes sur l'année.

Le nombre d'inscrits à Pôle emploi, deuxième thermomètre du chômage, augmente de manière quasi continue : Les demandeurs d'emploi sans activité étaient 3,41 millions fin août (+5,2 % sur un an), flirtant avec le record atteint en juillet.

AUCUNE REPRISE PRÉVUE

L'Insee a par ailleurs baissé jeudi sa prévision de croissance moyenne en France en 2014 à 0,4 %, et prévenu que le Produit intérieur brut ne devrait progresser que de 0,1 %, au troisième comme au quatrième trimestre.

En juin, sa prévision était de 0,7 %.

En l'abaissant, l'Insee s'aligne sur la prévision du gouvernement.

Sans donner de prévision pour 2015, ce qui attendra décembre, l'Institut national de la statistique et des études économiques a toutefois indiqué que la France entamerait l'année sans filet, avec un "acquis", c'est-à-dire une réserve de croissance, de 0,1 %. L'acquis de croissance désigne ce que serait la croissance moyenne l'an prochain en France si l'économie stagnait sur chacun des quatre trimestres de 2015. S'il est presque nul, cela signifie que la conjoncture n'a pas de tremplin.

La croissance l'an prochain est la grande inconnue du budget 2015, qui a été présenté mercredi et qui est basé sur une hypothèse de 1 %, jugée "optimiste" par le Haut conseil des finances publiques, organe indépendant de contrôle.



FO